

SE17-05-I-02

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 19 MAI 2017

### OBJET : FINANCES – Compte administratif 2016

#### EXTRAIT du PROCÈS-VERBAL DES DELIBERATIONS

L'an deux mille dix-sept, le 19 mai, l'Assemblée Départementale s'est réunie à l'Hôtel du département sous la Présidence de Monsieur René-Paul SAVARY pour examiner les rapports inscrits à l'ordre du jour.

**Nombre de Conseillers Départementaux en exercice** : 46

**Quorum** : 24

**Sous la Présidence de** : M. BRUYEN, 1<sup>er</sup> Vice-Président du Conseil départemental

#### **MEMBRES PRESENTS :**

MME BELAREDJ-TUNC, M. BENETON, MME BERAT, M. BONDZA, MME BRESSION, M. BUSSY, MME DETERM, M. DEVAUX, MMES DORGUEILLE, DUNTZE, FERAT, M. FORTUNE, MMES GABET, GERARD-MAIZIERES, MM. KARIGER, LANG, MME LOISELET, M. MARX, MMES MORAND, PICOT, PINCE, MM. ROSSI, ROZE, SALMON, SCHWEIN, MMES SIGNOLLE-GONET, SIMON-DEPAQUY, M. VERSTRAETE, MME VUIBERT

**MEMBRES ABSENTS EXCUSES ET REPRESENTES** : M. BLANCHARD, MMES CONREAU, COULON, M. DESAUTELS, MME ERRE, M. LEVEQUE, MME MILLER, M. MOITTIE, MMES SAVART, SCHULTHESS, MM. TCHIGNOUMBA, VALENTIN

**MEMBRES ABSENTS EXCUSES ET NON REPRESENTES** : M. DE COURSON, MME MAGNIER, MM. NAMUR, SAVARY

#### **Rapporteur : Monsieur Jean-Marc ROZE**

Le compte administratif 2016 du Département de la Marne se caractérise par les grandes tendances suivantes :

- +10,2 M€ des recettes réelles de fonctionnement ;
- +7 M€ des dépenses de fonctionnement ;
- des investissements en baisse de 2,1 M€ ;
- un recours à l'emprunt de 26,4 M€ plus important qu'en 2015.

#### **I – Section de fonctionnement**

##### **Recettes de fonctionnement :**

Malgré la baisse de la DGF de 9,3 M€, les recettes de fonctionnement s'élèvent à **457 833 982 €**. Elles sont en progression de 2,3% grâce principalement à la hausse des recettes issues :

- de la fiscalité directe (+10,6 M€) du fait principalement du changement de taux et l'augmentation des bases d'imposition du foncier bâti,
- de la fiscalité indirecte (+2,2 M€) principalement du fait des recettes issues des DMTO, conséquence de la bonne tenue du marché immobilier marnais,
- des fonds de péréquation en progression de 2,9 M€.

## SE17-05-I-02

Les participations versées, en compensation des prestations d'aide sociale, par la CNSA (22,2 M€), par les usagers ou leurs familles (16,4 M€), par l'Etat (11,7 M€), et par divers organismes (3,2 M€) dont le FSE (1,2 M€) s'établissent à 53 540 859 €. Elles sont en progression de 4 M€ du fait de la participation de la CNSA aux actions menées par le Département en corrélation avec la loi ASV (+3,1 M€), mais également du fait de l'augmentation des participations et remboursements d'organismes divers (+0,5 M€), des compensations de l'Etat (+0,2 M€) et d'une dotation plus importante versée au titre de l'APA (0,2 M€).

Enfin les recettes issues de l'exercice de nos compétences dans les domaines de l'éducation, des infrastructures et transports, de l'attractivité du territoire et de la culture s'élèvent à 5,6 M€ et les revenus du patrimoine départemental, les remboursements et produits divers à 4,4 M€

### Dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement 2016 s'élèvent à **417 173 737** €. Elles sont en progression de 1,7% par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement due aux dépenses de solidarité (+7,4 M€ soit 2,9% par rapport à 2015). Les dépenses dans les autres domaines d'intervention sont maîtrisées (-0,5 M€) et s'établissent de la manière suivante :

- infrastructures et transports : 32 M€ (-2,5 M€) ;
- attractivité du territoire : 19,4 M€ (+0,9 M€) ;
- éducation, jeunesse : 10,8 M€ (- 0,1 M€) ;
- culture, des sports et des loisirs 3,2 M€ (- 0,1 M€).

Les moyens généraux nécessaires à la mise en œuvre des politiques départementales se sont élevés en 2016 à 92,2 M€ contre 90,9 M€ (+1,3M€), conséquence d'une contribution plus élevée au fonds de péréquation des DMTO.

Les dépenses dans le domaine de la solidarité départementale (y compris la rémunération des assistants familiaux) s'élèvent à 259 533 540 € contre 252 117 715 € en 2015 soit une augmentation de près de 3% et se répartissent de la manière suivante:

- enfants et des familles 58,4 M€, montant constant ;
- personnes âgées 57,9 M€, dépenses en progression de 5,3% ;
- personnes en situation de handicap 59,9 M€, dépenses stables ;
- personnes en situation de précarité 83,4 M€, dépenses en progression de 5,7%.

Globalement, les charges du secteur social (hors personnel départemental à l'exception des assistants familiaux) représentent plus de 62,2% de la section de fonctionnement.

Les charges de personnel (hors assistants familiaux) s'élèvent à 70,5 M € soit 16,9% des dépenses de fonctionnement (16,8% en 2015). Elles sont quasi identiques à 2015 du fait du non remplacement des agents partis.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice s'élève à 40 660 245 € contre 37 474 309 € en 2015 (hors opérations d'ordre) soit une hausse de 8,5% en 1 an.

Les opérations d'ordre s'élèvent à 44 920 992€ en dépenses et 10 748 090 M€ en recettes.

Le résultat de fonctionnement de l'exercice 2016 s'établit à 6 487 343 €.

SE17-05-I-02

## II – Section d'investissement

### Recettes d'investissement :

Les recettes d'investissement s'élèvent à **53 565 759 €**. Elles sont en diminution de 8,5% par rapport à l'exercice précédent.

Elles se répartissent de la façon suivante :

- l'affectation du résultat des exercices antérieurs pour 7 020 895 € ;
- le tirage sur CLTR 5 423 793 € ;
- la réalisation d'emprunts pour 26 380 559 € (25 M€ en 2015) ;
- les autres recettes sont principalement :
  - les dotations de l'Etat 11,4 M€ essentiellement composées du FCTVA (6,8 M€), de la DDEC (2,9 M€), de la DGE (1 M€) et les produits des amendes et des radars automatiques (0,7 M€) ;
  - le remboursement de prêts accordés 2,6 M€ ;
  - les produits liés aux domaines de l'attractivité du territoire, de l'éducation et des infrastructures et transports pour 0,8 M€.

### Dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement s'élèvent à **78 491 320 €** avec le remboursement du capital de la dette (17,8 M€) et les écritures liées aux CLTR (5,4 M€). Elles sont en diminution de 2,7% par rapport à l'exercice précédent.

En dehors de la gestion de la dette, les dépenses d'investissement (55,3 M€) se sont réparties principalement comme suit entre les divers domaines d'intervention :

- 22,5 M€ pour les infrastructures et transports (18,3 M€ en 2015) dont 18,1 M€ pour la voirie et 3,7 M€ pour l'activité Paris-Vatry ;
- 11,5 M€ pour l'attractivité du territoire (13,8 M€ en 2015), dont 8,2 M€ pour les communes et EPCI (-2,3 M€) ;
- 12,5 M€ pour l'éducation et la jeunesse (17,3 en 2015) ;
- 5,7 M€ pour l'équipement des services (4,1 M€ en 2015).

Le résultat d'investissement de l'exercice s'élève à 31 946 456 € contre 39 524 866€ en 2015 (hors opérations d'ordre).

Les opérations d'ordre s'élèvent à 14 748 090 € en dépenses et 48 920 992 M€ en recettes.

Le résultat d'investissement de l'exercice 2016 s'établit à 2 226 446 €.

## III – Les restes à réaliser

Les restes à réaliser en matière de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 6 181 407 € contre 7 610 365 € en 2015.

Les restes à réaliser en matière de dépenses d'investissement s'élèvent à 21 228 788 € contre 22 604 679 € en 2015. Ils sont principalement constitués :

- des subventions à verser (8 975 584 M€) particulièrement à destination des communes et EPCI ;
- des travaux sous maîtrise d'ouvrage départementale pour 6 421 480 M€ ;

## SE17-05-I-02

- des prêts (1 789 657 M€) correspondant principalement au versement de la subvention d'équilibre pour les budgets annexes (1,4 M€).

Les restes à réaliser en recettes d'investissement de 568 890 € correspondent principalement à l'emprunt non réalisé.

#### IV – Eléments de synthèse

Les éléments de synthèse présentés dans le rapport du Président font ressortir principalement, en dehors des évolutions signalées précédemment en matière de recettes et de dépenses :

- des dépenses d'investissement (hors dette mais avec les travaux en régie) de 57 058 986 M€ ;
- un autofinancement de 23 255 152 € (+5,2 M€) ;
- des recettes d'investissement propres de 16 137 064 €, en diminution malgré les produits de cessions (-1,4 M€) ;
- un recours à l'emprunt de 26 380 559 € en hausse (+1,4 M€).

Par conséquent, un excédent de 8 713 789 € se dégage, correspondant à la variation positive du fonds de roulement.

Ainsi, fin 2016, le fonds de roulement est de 50 844 048 €.

Le tableau de comparaison des ratios du Département en 2015 avec ceux de la moyenne nationale fait ressortir que :

- les recettes de fonctionnement par habitant sont nettement inférieures à la moyenne nationale (-23,6%) ;
- l'encours de dette par habitant est également moins élevé que la moyenne (281 €/hab dans la Marne contre 541 €/hab en moyenne) ;
- les dépenses d'investissement directes s'élèvent à 67 €/hab contre 92 €/hab en moyenne.

#### V – Les budgets annexes

**Le budget annexe de la ZAC N°1** : s'élève en fonctionnement et en investissement à 3 028 434 €. Aucune dépense ou recette n'a été enregistrée en 2016.

**Le budget annexe de la ZAC N°2** : s'élève en dépenses et recettes de fonctionnement à 13 214 367 €, en dépenses d'investissement à 15 107 854 € et en recettes d'investissement à 13 745 020 €. Les restes à réaliser du budget annexe de la ZAC 2 sont de 1 362 834 € en recettes d'investissement correspondant à la subvention d'équilibre du budget n-1.

**Le budget annexe de la ZAC N°3** : s'élève en fonctionnement et en investissement à 6 149 096 €. Les restes à réaliser du budget annexe de la ZAC 3 sont de 200 000 € en dépenses de fonctionnement correspondant à l'achat de terrains.

SE17-05-I-02

Enfin concernant **le budget annexe du foyer de l'enfance**, un rapport spécifique est présenté lors de cette session. Les dépenses de fonctionnement 2016 s'élèvent à 6 139 472 € et les recettes de fonctionnement à 6 277 070 €. Après intégration des reprises de résultat des exercices précédents, le résultat cumulé est de 130 373 €. Cet excédent sera repris dans le cadre de la DM1 2017. Pour la section d'investissement, les dépenses sont de 736 649 € et les recettes de 776 210 € qui permettent de clôturer l'exercice 2016 en excédent de 39 561 €. Cet excédent vient se cumuler avec celui de 2015 soit 680 088 €. En plus, pour la dotation non affectée, un résultat positif se dégage pour un montant de 4 933 € qui sera repris au budget général à la DM1.

\*  
\* \*

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il semble nécessaire de poursuivre notre volonté de maîtriser les dépenses de fonctionnement, d'adapter un plan pluriannuel d'investissement à notre capacité financière. Cette maîtrise et cette adaptation de notre budget permettra de prendre en charge la progression des dépenses de solidarité, insuffisamment compensées et la diminution des dotations de l'Etat.

La première commission a émis un avis favorable à la majorité et vous propose d'adopter le compte administratif 2016 de notre Département.

Le Président, René-Paul SAVARY sort de la salle au moment du vote.

Il est procédé au vote  
2 CONTRE  
9 ABSTENTIONS

ADOPTÉ

SIGNATURES MANQUANTES A L'ARRÊTÉ SIGNATURES : MME BELAREDJ-TUNC, MM. BENETON, BONDZA, MME GABET, M. MARX, MMES MORAND, PINCE

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**René-Paul SAVARY**  
Sénateur de la Marne

# CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA MARNE

---

## SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 19 MAI 2017

---

**DIRECTION DES FINANCES, DES MARCHES ET DE L'INFORMATIQUE**  
SERVICE DES FINANCES

Proposition du rapport :

### Rapport **I - 2**

DÉPENSES		RECETTES		FINANCEMENT PRÉVU AU BUDGET		
AP	CP	AP	CP	OUI	NON	EN PARTIE

---

## RAPPORT DU PRÉSIDENT

### OBJET : FINANCES - Compte administratif 2016

Le compte administratif 2016 présenté ci-après de manière détaillée se caractérise essentiellement par :

- une hausse des recettes de fonctionnement (+2,3 %) limitée par la baisse de la DGF,
- une maîtrise des dépenses de fonctionnement mais cependant en augmentation (+1,7 %),
- une baisse des dépenses d'investissement (-2,7 %),
- un recours à l'emprunt plus important (+5,6 %).

La présentation du compte administratif ci-après, propose les chiffres clés de 2016 (I) puis le détail par sections des recettes et dépenses dans les principaux domaines d'intervention du Département (II) :

- Solidarité départementale
- Développement local et attractivité du territoire
- Education et jeunesse
- Infrastructures et transports
- Culture, sport et loisirs
- Moyens généraux

## I. Les chiffres clés du compte administratif 2016

### A. Résultat de l'exercice 2016 et résultat cumulé

Le résultat de l'exercice 2016 avant affectation du résultat 2015 calculé sur les **seules dépenses et recettes réelles** de l'année est de **8 713 789 €**. Ce montant correspond également à la variation positive du fonds de roulement 2016.

Le résultat cumulé de fin d'exercice, prenant en compte les écritures réelles et d'ordre et la reprise des résultats des années antérieures s'établit à **50 844 048 €** (en 2015 : 42 130 259 €).

Section	Mandats émis		Titre émis	
	Réels	Ordre	Réels	Ordre
<b>Fonctionnement</b>	<b>417 173 737</b>	<b>44 920 992</b>	<b>457 833 982</b>	<b>10 748 090</b>
<i>Epargne brute sans retraitement des produits de cessions (A)</i>			40 660 245	
<i>Total (réelles+ordre)</i>	462 094 729		468 582 072	
<i>Résultat de l'exercice</i>			6 487 343	
<i>Reprise de l'excédent de fonctionnement reporté</i>			26 072 760	
<i>Résultat de clôture (C)</i>			32 560 103	
<b>Investissement</b>	<b>78 491 320</b>	<b>14 748 090</b>	<b>46 544 864</b>	<b>48 920 992</b>
<i>Besoin en financement (B)</i>	31 946 456			
<i>Total (réelles+ordre)</i>	93 239 410		95 465 856	
<i>Résultat de l'exercice</i>			2 226 446	
<i>Affectation du résultat n-1</i>			7 020 895	
<i>Solde d'exécution de la section d'investissement</i>			9 036 604	
<i>Résultat de clôture (D)</i>			18 283 945	
<b>Résultat budgétaire (A-B)</b>			<b>8 713 789</b>	
<b>Résultat cumulé (C+D)</b>			<b>50 844 048</b>	

**B. Eléments de synthèse (épargne de gestion/brute/nette)**

	<b>CA 2015</b>	<b>CA 2016</b>	<b>EVOLUTION 2016/2015 EN %</b>
1 Recettes réelles de fonctionnement	447 680 676	457 833 982	+2,3%
2 Produits de cession	3 302 202	1 396 552	-57,7%
3 Recettes réelles de fonctionnement hors cessions	444 378 474	456 437 430	+2,7%
4 Dépenses réelles de fonctionnement	410 206 367	417 173 737	+1,7%
5 Frais financiers	5 337 043	4 973 558	-6,8%
6 Travaux en régie		1 785 723	+100%
7 Dépense réelles de fonctionnement hors frais financiers et travaux en régie	404 869 324	410 414 456	+1,4%
<b>Epargne de gestion (3-7) = A</b>	<b>39 509 150</b>	<b>46 022 974</b>	<b>+16,5%</b>
<b>Epargne brute (A-5) = B</b>	<b>34 172 107</b>	<b>41 049 416</b>	<b>+20,1%</b>
8 Remboursement du capital de la dette	16 116 224	17 794 264	+10,4%
<b>Epargne nette (b-6)</b>	<b>18 055 883</b>	<b>23 255 152</b>	<b>+28,8%</b>
9 Dépenses d'investissement (y compris les travaux en régie) hors dette et revolving	57 105 353	57 058 986	-0,1%
10 Recettes (y compris les produits de cessions) hors emprunt, revolving et affectation du résultat	17 580 487	16 137 064	-8,2%
<b>Besoin de financement</b>	<b>18 166 781</b>	<b>17 666 770</b>	<b>-2,8%</b>
11 Emprunt	25 000 000	26 380 559	+5,5%
12 Revolving (CLTR et BFT) (dépenses/recettes)	7 417 512	5 423 793	-26,9%
13 Affectation du résultat n-1	8 491 656	7 020 895	-17,3%
<b>14 DEPENSES TOTALES (5+7+8+9+12)</b>	<b>490 845 456</b>	<b>495 665 057</b>	<b>+1%</b>
<b>15 RECETTES TOTALES (Avec affectation) (3+10+11+12+13)</b>	<b>506 170 331</b>	<b>511 399 741</b>	<b>+1%</b>

Le tableau ci-dessus synthétise notre compte administratif 2016 et fait apparaître les grandes tendances suivantes :

- Une augmentation de nos recettes de fonctionnement hors cessions de 12,1 M€, malgré la baisse de la DGF (-9,3 M€), due principalement à l'accroissement des recettes issues des DMTO (+3,1 M€), de la TFB (+11 M€) du fait du changement de taux de 14,11% à 15,51%, des fonds de péréquation (+2,8 M€), de la taxe sur les conventions d'assurance (+1,4 M€), et une bonne réalisation des autres recettes par rapport aux inscriptions.
- Des dépenses de fonctionnement hors frais financiers et travaux en régie en légère augmentation de 5,5 M€ liée en grande partie aux dépenses de solidarité.
- Une hausse de notre épargne brute de 6,8 M€ par rapport à 2015, (-6,5 M€ entre 2015 et 2014) résultat de la hausse de nos recettes et la maîtrise de nos dépenses.
- Une diminution (-1,4 M€) de nos recettes d'investissement, produits de cessions compris
- Un léger repli de nos dépenses d'investissement hors dette (-1,8 M€) malgré la constatation des travaux en régie sur cette section.

### C. Les restes à réaliser

Les montants constatés des restes à réaliser correspondent à des dépenses et des recettes engagées à la clôture de l'exercice dans les sections fonctionnement et investissement et à l'emprunt non mobilisé (0,4 M€). La répartition par domaines d'action est présentée ci-dessous :

DOMAINE D'ACTION	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
	DEPENSES	RECETTES	DEPENSES	RECETTES
INFRASTRUCTURES ET TRANSPORTS	971 540	-	2 193 521	
SOLIDARITE DEPARTEMENTALE	675 710	-	126 954	-
EDUCATION ET JEUNESSE	803 414	-	2 829 630	20 305
ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	951 530	-	13 022 993	-
CULTURE PATR. SPORT LOISIR	1 364 877	-	453 415	-
MOYENS GENERAUX	1 414 336	-	2 602 275	548 585
<b>TOTAUX</b>	<b>6 181 407</b>	<b>-</b>	<b>21 228 788</b>	<b>568 890</b>

## D. Les ratios du Département

Les ratios légaux du Département pour le compte administratif 2016 se présentent de la façon suivante :

Désignation du ratio	Résultat CA 2016 Marne*
<i>Recettes réelles de fonctionnement/habitant</i>	784
<i>Produit impôts directs/habitant</i>	283
<i>D.G.F/habitant</i>	108
<i>Encours dette/habitant</i>	290
<i>Encours dette /recettes réelles de fonctionnement</i>	37 %
<i>Dép. Equipement (20, 21, 23)/habitant</i>	62
<i>Capacité de désendettement</i>	4

\* Avec population totale légale en vigueur au 01/01/2016 : 583 691

Les ratios 2016 des autres départements n'étant pas connus à ce jour, vous trouverez ci-dessous la comparaison entre ceux de notre compte administratif 2015 et la moyenne pondérée 2015 des départements (hors Paris hors DOM).

Désignation du ratio	CA 2015 Marne	CA 2015 Moyenne pondérée hors Paris hors DOM (source DGCL)
<i>Recettes réelles de fonctionnement/habitant</i>	752	984
<i>Produit impôts directs/habitant</i>	265	313
<i>D.G.F/habitant</i>	124	160
<i>Encours dette/habitant</i>	281	541
<i>Encours dette /recettes réelles de fonctionnement</i>	37 %	55 %
<i>Dép. Equipement (20, 21, 23)/habitant</i>	67	92
<i>Capacité de désendettement</i>	5	5

\* Avec population totale légale en vigueur au 01/01/2015 : 582 786

**E. Présentation agrégée du budget du Département****Budget principal et budgets annexes**

<b>SECTION</b>	<b>CREDITS OUVERTS</b>	<b>REALISATIONS</b>	<b>RESTE A REALISER</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>			
DEPENSES	515 445 304	490 980 650	6 381 407
RECETTES	515 445 304	497 767 135	
<b>INVESTISSEMENT</b>			
DEPENSES	147 381 855	117 036 721	21 228 788
RECETTES	147 381 855	126 185 511	1 931 725
<b>TOTAL GENERAL DES DEPENSES</b>	<b>662 827 159</b>	<b>608 017 371</b>	<b>27 610 195</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>662 827 159</b>	<b>623 952 646</b>	<b>1 931 725</b>

Une présentation synthétique des comptes administratifs des ZAC 1, 2 et 3 est jointe en annexe du présent rapport.

Par contre, le compte administratif du Foyer Départemental de l'Enfance fait l'objet d'un rapport spécifique.

## II. Les interventions du Département au cours de l'année 2016 (Fonctionnement)

Les recettes et dépenses de la section de fonctionnement sont récapitulées par domaine d'intervention dans le tableau ci-dessous.

DOMAINE D'ACTION	FONCTIONNEMENT					
	DEPENSES			RECETTES		
	CA 2015	CA 2016	%	CA 2015	CA 2016	%
<i>Infrastructures et Transports</i>	34 461 497	32 017 915	-7,1	3 827 949	3 123 181	-18,4
<i>Solidarité Départementale</i>	252 117 715	259 533 540	+2,9	49 555 537	53 542 859	+8,0
<i>Education et Jeunesse</i>	10 899 458	10 809 946	-0,8	2 279 907	1 357 512	-40,5
<i>Attractivité du Territoire</i>	18 575 727	19 445 887	+4,7	485 576	528 601	+8,9
<i>Culture Patrimoine Sports et Loisirs</i>	3 273 148	3 211 438	-1,9	33 737	566 540	+1579,3
<i>Moyens généraux</i>	90 878 822	92 155 011	+1,4	391 497 970	398 715 289	+1,8
<b>Totaux</b>	410 206 367	417 173 737	+1,7	447 680 676	457 833 982	+2,3

### A. Les ressources financières pour réaliser les politiques départementales (Recettes de fonctionnement) 457,83 M€

#### 1. Principales ressources financières (398,72 M€)

Avec un montant total de 398,72 M€ en 2016, 87,1 % des ressources financières du Département sont issues :

- de la fiscalité directe et indirecte (55 %),
- des dotations et compensations fiscales de l'Etat (31,1 %),
- des revenus du patrimoine départemental, de remboursements ou de produits divers (1 %)

**a. Fiscalité directe (172,16 M€)**

Les recettes issues de la fiscalité directe ont augmenté de 10,6 M€ entre 2015 et 2016. Cette augmentation trouve son origine essentiellement dans le changement de taux et la progression des bases d'imposition du foncier bâti (+10,9M€).

<b>Fiscalité directe</b>	Montant 2015	Montant 2016
TFB	87,5 M€	98,4 M€
CVAE	65 M€	64,9 M€
Dotation de compensation péréquée	6,1 M€	6,0 M€
IFER	1,9 M€	1,9 M€
Mines	1,1 M€	1,0 M€
<b>Total</b>	<b>161,6 M€</b>	<b>172,2 M€</b>

**b. Fiscalité indirecte et fonds de péréquation (79,51 M€)**

Le produit de la fiscalité indirecte de 70,3 M€ en 2015 s'est établi à 72,5 M€ en 2016. Cette progression de 2,2 M€ est principalement le résultat des DMTO du fait de la bonne tenue du marché immobilier marnais.

<b>Fiscalité indirecte</b>	Montant 2015	Montant 2016
DMTO	60,6 M€	63,6 M€
TCFE	6,2 M€	6,3 M€
Taxe d'aménagement	3,5 M€	2,6 M€
<b>Total</b>	<b>70,3 M€</b>	<b>72,5 M€</b>

<b>Fonds de péréquation</b>	Montant 2015	Montant 2016
Fonds de péréquation des DMTO	2,9 M€	6,1 M€
Fonds de solidarité en faveur des départements	1,2 M€	0,9 M€
<b>Total</b>	<b>4,1 M€</b>	<b>7,0 M€</b>

S'agissant des fonds de péréquation, la recette a augmenté de 2,9 M€. Cette progression est le résultat, en année pleine, de la décision de la quasi-totalité des départements de porter le taux des DMTO de 3,80 % à 4,50 % au 1<sup>er</sup> mars 2014 augmentant ainsi le montant 2015 à répartir en 2016 du Fonds de péréquation des DMTO.

Parallèlement à ces produits, le Département est également contributeur à ces 2 fonds à hauteur de 7,3 M€ alors qu'en 2015, le prélèvement était de 3,6 M€.

**c. Dotations de l'Etat (138,34 M€) et compensations fiscales (4,29 M€)**

<b>Dotations de l'Etat</b>	Montant 2015	Montant 2016
DGF	72,4 M€	63,1 M€
DGD	2,9 M€	2,9 M€
TSCA	33,4 M€	34,8 M€
TICPE	37,8 M€	37,5 M€
<b>Total</b>	<b>146,5 M€</b>	<b>138,3 M€</b>

<b>Compensations fiscales</b>	Montant 2015	Montant 2016
Fiscalité directe locale	4,1 M€	4,0 M€
Taxe foncière des propriétés bâties	0,5 M€	0,1 M€
Perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière		0,2 M€
<b>Total</b>	<b>4,6 M€</b>	<b>4,3 M€</b>

Avec un montant total de 142,4 M€ en 2016 contre 151,10 M€ en 2015, les dotations et compensations versées par l'Etat diminuent de près de 5,8 %. La troisième baisse de la DGF annoncée s'élève pour cette année à 9,3 M€ (-12,9 %).

Fin 2016, il est à noter que nous avons reçu une notification complémentaire de TSCA au profit du Département correspondant à 1,4 M€ de plus que 2015.

**d. Revenus du patrimoine départemental, remboursements et produits divers (4,44 M€)**

Ces recettes se décomposent principalement en :

- revenus liés à la gestion du patrimoine départemental (2,7 M€) :
  - la location des casernes de gendarmeries, d'appartements, de bureaux et le fermage de parcelles (1,1 M€)
  - le remboursement des charges locatives (0,2 M€)
  - la vente de biens immobiliers : la CIP Nord rue Gosset à Reims (0,8 M€), le pavillon Vaubécourt à Châlons en Champagne (0,3 M€) et une parcelle sur le site du Foyer Yvon Morandat à Reims (0,3 M€) ;
- remboursement sur salaires et charges de personnel pour les agents mis à disposition de divers organismes dont la MDPH et l'EHPAD d'Avize (1,3 M€) ;
- produits divers 0,4M€.

## 2. Les recettes liées à la solidarité départementale (53,54 M€)

Le versement de certaines prestations d'aide sociale est en partie compensé par des participations versées soit par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) soit par les bénéficiaires eux-mêmes ou leur famille, soit par l'Etat. A ce titre, le Département a perçu :

### a. Dotations CNSA (22,25 M€)

Dotations CNSA	Montant 2015	Montant 2016
Dotation versée au titre de l'APA	13,4 M€	13,6 M€
Dotation versée au titre de la PCH	4,9 M€	4,9 M€
Dotation au titre de la MDPH	0,6 M€	0,6 M€
<b>Loi ASV</b>		<b>3,14 M€</b>
<i>2<sup>ème</sup> part APA</i>		<i>1,8 M€</i>
<i>Conf-financeurs – Accompagnement mise en place</i>		<i>0,04 M€</i>
<i>Conf-financeurs – Aide actions préventives</i>		<i>0,9 M€</i>
<i>Conf-financeurs – forfait autonomie</i>		<i>0,4 M€</i>
<b>Total</b>	<b>18,9 M€</b>	<b>22,24 M€</b>

De nouvelles recettes (3,14 M€) ont été enregistrées en 2016, celles-ci visent à compenser la mise en œuvre des dispositions de la Loi ASV qui a pour objet de prévenir les conséquences du vieillissement de la population en répondant au mieux aux attentes de ces personnes.

Enfin, il faut souligner que la dotation reçue au titre de la MDPH est intégralement reversée à celle-ci et vient en complément de la subvention qui lui est versée par le Département.

### b. Recouvrement sur dépenses d'aide sociale (15,46M€) et sur indus (0,92 M€)

Le recouvrement sur dépenses engagées s'est opéré principalement en 2016 pour :

- les personnes âgées : ressources, obligés alimentaires et successions (12,3 M€),
- les personnes handicapées : intérêts sur capital placé et ressources (1,5 M€),
- les enfants accueillis dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance : participation des parents (1,1 M€) et remboursement des autres départements (0,5 M€) lorsque ceux-ci relèvent de leur compétence.

Les indus concernent en 2016 essentiellement :

- l'allocation personnalisée d'autonomie (0,5 M€),
- la prestation de compensation du handicap et l'allocation compensatrice pour tierce personne (0,3 M€)
- les allocations du RSA (0,1 M€)

**c. Dotation, participations et compensations de l'Etat (11,65 M€)**

Il s'agit :

- de la compensation du RSA majoré, (RSA versé aux personnes élevant seules des jeunes enfants) pour 7,6 M€,
- du versement au titre du Fonds de Mobilisation Départemental d'Insertion (FMDI) pour 3,4 M€,
- des participations de l'Etat pour les contrats uniques d'insertion (0,4 M€), les mineurs non accompagnés (ex MIE) (0,2 M€) et pour l'EPIQ (Equipe de Prévention et d'Intervention dans les Quartiers) (0,05 M€).

**d. Participations et remboursements d'organismes divers (0,77 M€) et des produits exceptionnels (1,24 M€)**

Il s'agit :

- de la participation d'organismes divers (CAF, MSA, bailleurs, fournisseurs d'énergie ...) au Fonds solidarité logement (0,4 M€),
- du remboursement par la sécurité sociale des visites médicales effectuées dans le cadre de la PMI (0,2 M€),
- des participations diverses (FAJ, Reims Métropole pour l'EPIQ, TPMR Mobulys) (0,1 M€)
- des produits exceptionnels qui correspondent essentiellement à des écritures comptables pour réintégrer les charges de personnel dans les dépenses du FSE et de l'EPIQ.

**e. Fonds européens (1,16 M€)**

Le fonds social européen participe à 50 % au financement de certaines actions d'insertion mises en œuvre par le Département.

**3. Autres ressources financières (5,57 M€)**

**a. Infrastructures et Transports (3,12 M€)**

Avec 2,4 M€, la principale recette de ce champ d'intervention est constituée par la participation aux frais de transports scolaires et de voyageurs acquittée par les familles des élèves, les collectivités ou syndicats de transports, et les voyageurs.

Par ailleurs, les sommes perçues pour les dégradations des routes départementales, l'occupation du domaine public départemental et la vente des délaissés de terrains se sont élevées en 2016 à 0,5 M€ et 0,2 M€ pour les parcs d'activités Paris-Vatry.

**b. Education et Jeunesse (1,36 M€)**

Les recettes dans ce domaine correspondent essentiellement au reversement partiel par les collèges de la participation des familles au titre de la restauration scolaire (1,2 M€) et à la participation des autres départements pour la fréquentation des collèges marnais par des enfants résidant sur leurs territoires (0,2 M€).

**c. Attractivité du territoire (0,52 M€)**

Le produit est essentiellement constitué par les écritures comptables de réintégration des charges de personnel dans l'opération des vélos et voies vertes (0,51 M€)

**d. Culture, Sports et Loisirs (0,57 M€)**

Il s'agit essentiellement de la participation de la Fondation Culturelle de Braux Ste Cohière aux commémorations de la Guerre 14/18 (0,2 M€) et aux Itinéraires (0,3 M€).

**B. Réaliser la solidarité des hommes et celle des territoires (Dépenses de fonctionnement) 417,17 M€**

**1. Solidarité départementale (259,53 M€)**

L'action sociale et médico-sociale a mobilisé, en 2016, hors rémunération du personnel départemental à l'exception des assistants familiaux, plus de 62,2 % des dépenses de fonctionnement. Cette action s'articule autour de 4 grands domaines d'intervention.

**a. Accompagner les enfants et leurs familles (58,35 M€)**

Près de 58 M€ ont été mobilisés dans l'accompagnement et la prise en charge des enfants et de leurs familles.

→ **L'Aide Sociale à l'Enfance (55,90 M€)**

L'accompagnement des familles dans l'éducation de leurs enfants ou la prise en charge directe de ceux-ci représentent la part la plus importante de ce domaine d'intervention. Ce poste reste relativement stable (0,36 %) ; malgré une hausse des salaires des assistants familiaux de 0,7 M€ due à l'augmentation du SMIC de 0,6 % et du nombre d'enfants présents au 31 décembre (1567 en 2016 contre 1472 en 2015) ; par la mise en place d'alternatives au placement à l'échelon départemental (aides à domicile, internat) moins onéreuses.

→ **La Protection Maternelle et Infantile (0,77 M€)**

Une dotation annuelle (0,4 M€) est apportée aux Centres d'Action Médico-Sociale Précoce de Reims et Epernay afin de dépister et de proposer des solutions pour des enfants âgés de 0 à 6 ans porteurs de handicaps.

Les autres dépenses (0,3 M€) concernent l'intervention des Techniciens d'Intervention Sociale et Familiale auprès de 10 familles, le remboursement du salaire d'un éducateur de jeunes enfants intervenant auprès des gens du voyage présents sur l'aire d'accueil du CCAS de Reims, et les achats nécessaires au fonctionnement des différents sites de consultations pour 3 531 enfants examinés en 2016.

→ **Les subventions et les participations (1,68 M€)**

La prévention spécialisée s'organise autour de trois associations sur le territoire par l'attribution d'une dotation globale de fonctionnement (0,7 M€) : le Club de Prévention d'Epernay, l'association Cité en Champagne de Prévention et l'association Sauvegarde et Action Educative Sociale de la Marne. Je vous rappelle que sur l'agglomération rémoise les actions de prévention spécialisée sont réalisées par une équipe de prévention départementale.

De plus, pour renforcer les actions du Département sur le territoire marnais, celui-ci s'entoure de partenaires associatifs liés par des conventions (0,5 M€) : Maisons de Quartiers de Reims, Secours Populaire de France, ADT Quart Monde .....

Enfin, la protection sanitaire ainsi que les subventions et les aides sociales diverses représentent 0,5 M€. Elles concernent essentiellement les campagnes de vaccination, la lutte contre la tuberculose, les mesures d'accompagnement social personnalisé, le GIP aides juridictionnelles et la réintégration des charges de personnel dans les actions de l'EPIQ.

### **b. Faciliter la vie quotidienne et préserver l'autonomie des personnes âgées (57,92 M€)**

Les dépenses pour cette politique sont en hausse de 2,9 M€ par rapport à 2015 liées principalement aux frais de séjour en EHPAD et l'allocation personnalisée d'autonomie en établissement.

#### → **Les prestations sociales (57,42 M€)**

Elles comprennent :

- Les frais de séjour en EHPAD, en augmentation de 1,8 M€ par rapport à 2015 (**21,2 M€**), qui correspondent à 3 247 places habilitées à l'aide sociale dont le tarif moyen est de 54,07 € (+1,18 %) et l'accueil familial pour **0,1 M€**.

- l'allocation personnalisée d'autonomie en établissement pour **18,8 M€** en légère hausse par rapport à 2015 (+0,5 M€), du fait de la revalorisation par la loi du forfait global dépendance(+5,6 %) qui concerne maintenant 4 018 bénéficiaires contre 3 860 l'année précédente,

- l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile pour 16,2 M€, soit une faible augmentation de 0,2 M€ par rapport à 2015 expliquée à la fois par une baisse du nombre de bénéficiaires malgré l'augmentation du montant moyen des plans d'aides par groupe de dépendance,

- **0,8 M€** ont contribué au financement des CLIC et **0,2 M€** aux prestations de services ménagers et de portage de repas.

#### → **Les subventions (0,52 M€)**

Des subventions ont été versées pour le forfait autonomie à 2 résidences autonomies publiques et 4 associatives (**0,3 M€**) et le développement des actions collectives de prévention (**0,1 M€**) en application du schéma départemental et dans le cadre de la loi ASV.

Le reste concerne le COMAL-PACT 51 et les clubs du 3<sup>ème</sup> âge (**0,1 M€**).

### **c. Favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap et développer des modes de compensation ou d'hébergement adapté (59,9 M€)**

Ces dépenses sont stables par rapport à 2015 (+0,1 M€).

#### → **Les prestations sociales (59,9 M€)**

Il s'agit essentiellement:

- des frais de séjour en établissements ou services pour adultes handicapés en légère augmentation de 0,2 M€ par rapport à 2015 (**35,6 M€**) qui

correspondent à 1 051 places, l'accueil familial (108 places) pour **0,7 M€** et les frais de séjours en maison de retraite pour **0,8 M€**,

- de la Prestation de Compensation du Handicap pour **15,2 M€**, contre 14,9 M€ en 2015, versée à 1 655 bénéficiaires dont 0,2 M€ sous forme de CESU et l'allocation compensatrice pour tierce personne pour **4,9 M€**, qui concerne encore 911 bénéficiaires,

- des subventions de fonctionnement versées à la MDPH par l'Etat et le Département respectivement de **0,6 M€** et **1,3 M€**.

- de la contribution au financement des transports pour personnes à mobilité réduite (TPMR) organisés par le Département ou par les EPCI (**0,3 M€**) et de prestations de services ménagers et de portage de repas (**0,4 M€**).

#### **d. Lutter contre les exclusions et favoriser l'insertion des personnes en situation de précarité (83,35 M€)**

Effet de la conjoncture économique, la lutte contre l'exclusion et l'insertion des personnes en situation de précarité est le second poste à progresser notablement entre 2015 et 2016 (+5,7 %). Les charges se répartissent essentiellement entre trois natures d'intervention :

→ **Les allocations (76,61 M€)**

Elles ont augmenté de 4,4 M€ par rapport à 2015 du fait de la revalorisation de l'allocation, en janvier (+0,1 %) puis en septembre (+2 %) mais également selon les explications fournies par la CAF du fait de l'évolution de la composition familiale des foyers bénéficiaires (plus de familles et moins de personnes isolées) et des ressources de ceux-ci.

→ **Les actions d'insertion (6,11 M€)**

Les dépenses pour accompagner les bénéficiaires du RSA dans leur parcours d'insertion progressent de 0,4 M€ par rapport à 2015.

De plus, afin d'aider les structures qui mettent en place des chantiers d'insertion, le Département finance et gère le dispositif de soutien du FSE (1,6 M€). La part du financement du FSE, sur 2016 correspond à une recette de 1,2 M€. Cette aide est identique à celle de 2015 (+0,05 M€).

→ **Le Fonds Solidarité Logement (0,63 M€)**

Le FSL est abondé financièrement par les bailleurs sociaux, les fournisseurs d'énergie, la CAF, la MSA et le Département.

Il permet aux bénéficiaires du RSA d'accéder au logement et de pouvoir le conserver. Le montant reste stable par rapport à 2015.

## **2. Infrastructures et Transports (32,02 M€)**

Les interventions dans le domaine des infrastructures et du transport se sont élevées à 32 M€ en 2016 contre 34,5 M€ en 2015.

### **a. Assurer la sécurité et de meilleures conditions de circulation (10,27 M€)**

Avec un montant de 10,3 M€ en 2016 contre 11,8 M€ en 2015, cette baisse s'explique par :

- une maîtrise des prix qui a permis de diminuer fortement le coût des travaux effectués (-1,1 M€),
- une météo plus favorable qui a réduit les coûts de la viabilité hivernale de près de la moitié par rapport à 2015 (- 0,5 M€).

Enfin, dans ce montant, il est comptabilisé des travaux en régie effectués par le Service d'Appui et Entretien des Routes Départementales pour 1,8 M€

### **b. Organiser et financer le transport interurbain des élèves et des marnais (18,84 M€)**

Les transports interurbains départementaux ont représenté une dépense de 18,8 M€ en 2016 identique à la dépense réelle de l'exercice 2015.

### **c. Développer des services sur les parcs d'activité Paris-Vatry pour être un pôle attractif à l'échelle régionale (2,91 M€)**

Ces dépenses sont composées de notre soutien au développement de l'activité passagers (**1,7 M€**), de notre contribution sur le premier semestre à la délégation de service confiée à la SEVE (**0,5 M€**), et de la réalisation de travaux d'entretien et de fonctionnement de la zone (**0,7 M€**).

## **3. Attractivité du territoire (19,44 M€)**

Sur la section de fonctionnement, les actions départementales dans ce domaine ont mobilisé 19,4 M€ en 2016, montant en augmentation de 0,8 M€ par rapport à 2015 qui concernent principalement la contribution annuelle au SDIS.

### **a. Financer le Service Départemental d'Incendie et de Secours, élément central de la politique de sécurité du Département (13,68 M€)**

Avec 13,7 M€, le soutien au fonctionnement du SDIS est notre principale dépense de fonctionnement pour cette politique. Elle enregistre une progression de près de 3,8 % par rapport à 2015. Rappelons à cet égard que si le budget du SDIS a progressé de 2,60 %, le dispositif législatif limite la hausse de la contribution des communes à la hausse de l'inflation (+ 1 % en 2016) et fait supporter au Département la part restante.

### **b. Aménager l'espace rural (0,26 M€)**

Ils s'organisent à travers des actions réalisées par des partenaires associatifs : ID Champagne Ardenne, le Contrat de Redynamisation du Site de Défense de Châlons sur le Pari du Végétal, le Groupement Sanitaire et d'Identification de la Marne, le Comal Soliha 51 et groupements de collectivité : le Syndicat Mixte Nord Est Rémois.

### **c. Accompagner l'implantation des grandes écoles (2,1 M€)**

L'assemblée départementale a souhaité s'associer à l'installation de grandes écoles afin de renforcer l'attractivité de notre territoire et consolider la présence universitaire dans la Marne. C'est dans ce cadre, qu'en 2016, 1,3 M€ ont été accordés à l'école centrale Supélec à Bazancourt, et 0,8 M€ au campus de Sciences Po à Reims.

**d. Apporter un soutien financier aux structures d'aménagement touristique (2,61 M€)**

Afin de soutenir le fonctionnement des structures d'aménagement touristique, le Département a engagé 2,6 M€ en 2016. Ce soutien concerne essentiellement l'agence départementale du tourisme (2 M€), le Parc régional de la Montagne de Reims (0,4 M€) et le syndicat du Der (0,2 M€).

**e. S'engager en faveur du développement durable (0,8 M€)**

Le Département s'engage dans ses diverses politiques en veillant au respect de l'environnement, à l'aménagement équilibré de son territoire et à la gestion de ses ressources.

• **La préservation des ressources en eau (0,1 M€)**

Cette préservation passe par la restauration et l'entretien des cours d'eau en subventionnant la Cellule d'Assistance Technique à l'entretien des Rivières (0,07 M€) et l'Entente Marne et affluents (0,04 M€).

• **Des routes départementales durables, des voies de circulation douce et la protection des espaces naturels sensibles (0,68 M€)**

Sur les abords des routes départementales, notre engagement pour un développement durable se traduit par des pratiques, entre autre, de fauchage raisonné (0,6 M€).

Par ailleurs, la protection des espaces naturels sensibles se réalise par le biais de subventions pour l'entretien des forêts domaniales, du parc naturel de la Montagne de Reims, des chemins de randonnées pédestres (0,1 M€).

**4. Education et Jeunesse (10,81 M€)**

Les dépenses 2016 dans le domaine de l'éducation et de la jeunesse sont pratiquement identiques à celles de 2015.

**a. Assurer le fonctionnement des collèges marnais (10,21 M€)**

Les dotations de fonctionnement versées aux collèges publics et privés ainsi que l'entretien courant des établissements publics constituent la principale dépense avec 10,2 M€ en 2016 contre 10,4 M€ en 2015. Ce montant se répartit de la manière suivante :

- dotation de fonctionnement aux collèges publics : 6,2 M€
- dotation de fonctionnement aux collèges privés : 3,3M€
- dépenses d'entretien des collèges publics : 0,7 M€

**b. Favoriser un épanouissement intellectuel et culturel (0,50 M€)**

Il s'agit du second poste de dépenses de notre politique en faveur de l'éducation et de la jeunesse. Cette action s'articule autour de 2 axes principaux :

- développer des projets éducatifs dans les collèges pour favoriser la découverte professionnelle, culturelle et sportive des élèves pour mieux appréhender le monde et devenir de futurs citoyens : (0,4 M€),
- informer les collégiens à travers des structures pédagogiques, il s'agit principalement du soutien que nous apportons à CANOPE (Centre Départemental de Documentation Pédagogique) : 0,06 M€.

## **5. Culture, Sports et Loisirs (3,21 M€)**

Les dépenses consacrées aux actions dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs ont mobilisé un crédit de 3,2 M€.

### **a. Soutenir les projets artistiques locaux pour un rayonnement culturel départemental (1,81 M€)**

Près de 2 M€ ont permis, en 2016, le soutien à des institutions culturelles départementales ou la tenue de manifestations réparties principalement entre :

- le soutien aux associations, établissements culturels locaux : 1,4 M€ (Conservatoire à Rayonnement Régional, structures nationales de diffusion, aide à la musique, soutien à la création professionnelle, encadrement de pratique amateur, soutien à la diffusion, soutien aux projets culturels insertion-handicap et Bord 2 scènes)
- l'aide à la tenue de manifestations culturelles diverses : 0,4 M€ (festival des Flâneries Musicales, Centenaire de la guerre 14-18, festival international des films de guerre, orchestre symphonique départemental des jeunes marnais, itinéraires)

### **b. Rendre la pratique sportive accessible à tous (1,10 M€)**

Avec 1,10 M€, l'intervention du Département dans ce domaine a mobilisé en 2016 une somme pratiquement équivalente à celle de 2015 (1,16 M€). Elle se répartit selon les 3 grands axes de notre politique dans ce domaine :

- le soutien aux activités sportives et de loisirs : 0,6 M€
- le soutien au sport de haut niveau : 0,4 M€
- le soutien aux manifestations sportives : 0,1 M€

## **6. Moyens Généraux (92,16 M€)**

Les moyens généraux nécessaires à la mise en œuvre des politiques départementales se sont élevés en 2016 à 92,2 M€ contre 90,9 M€. Cette hausse de 1,3 M€ correspond essentiellement à une contribution plus importante au fonds de péréquation des DMTO, du fait de la progression 2015 de cette recette.

### **a. Assurer des services départementaux au public (70,52 M€)**

Ce chapitre reprend l'ensemble des charges de personnel, essentiellement composées de la rémunération des agents départementaux pour un montant de 69,1 M€, hors rémunération des assistants familiaux. Malgré l'effet GVT et la revalorisation du point d'indice, cette maîtrise de la dépense, quasi identique à celle de 2015 (+0,2 M€), est l'effet du non remplacement d'agents partis à la retraite ou en mutation (-10 agents).

### **b. Assumer la solidarité entre départements et les coûts de gestion de la collectivité (8,19 M€)**

La progression de ce poste de dépenses est due à la hausse de notre participation aux fonds de péréquation départementaux limitée par la diminution d'autres natures de dépenses

- des commissions sur travaux d'études (-0,5 M€)
- des trop perçus sur taxe d'urbanisme (-0,3 M€)
- de l'effacement de créances dans le cadre de procédures de surendettement des particuliers (-0,2 M€)
- des annulations de titres sur exercices antérieurs (-0,1 M€),

**c. Gérer la dette (4,77 M€)**

Le coût des intérêts de la dette a légèrement baissé de 0,3 M€ par rapport à 2015. Cette baisse concerne les intérêts courus non échus. En effet, en 2016, deux emprunts renégociés auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations et un auprès de la Caisse d'Épargne ont permis de passer d'une périodicité annuelle à une périodicité trimestrielle pour les deux prêts CDC et le décalage de l'échéance annuelle de janvier à juillet pour celui de la Caisse d'Épargne.

**d. Equiper les services départementaux (3,36 M€)**

L'équipement des services départementaux a mobilisé une ressource de 3,4 M€, montant identique à celui de 2015. Les dépenses se sont réparties de la manière suivante :

- achats de fournitures, de prestations, de documentation, d'affaires juridiques et imprimerie : 1,5 M€ dont 0,5 M€ de prestation de nettoyage des locaux.
- fournitures informatiques et téléphonie : 1,6 M€ dont les coûts de contrat de maintenance des logiciels (0,7 M€) et les frais de télécommunication (0,5 M€),
- flotte automobile : 0,3 M€.

**e. Assurer le fonctionnement de l'assemblée départementale et l'information des marnais (2,85 M€)**

Cela concerne les indemnités versées aux conseillers départementaux, les dépenses de communication et notamment l'édition et la diffusion du magazine départemental « La Marne Le mag » et la participation à des foires et manifestations.

**f. Assurer un accueil du public de qualité dans les bâtiments départementaux (2,46 M€)**

L'entretien et les coûts de fonctionnement des bâtiments départementaux dont la plupart sont destinés à l'accueil du public ont mobilisé 2,5 M€, montant identique à 2015. Ces dépenses concernent surtout les fluides pour 0,7 M€, les frais d'assurance pour 0,6 M€, l'intervention des entreprises 0,4 M€ et les impôts locaux 0,2 M€.

En conclusion, les recettes de fonctionnement hors cessions s'établissent à **456,4 M€** et les dépenses de fonctionnement hors travaux en régie à **415,4 M€**.

**III. Améliorer le cadre de vie (Investissement)**

En 2016, 78,5 M€ ont été consacrées aux dépenses d'investissement, auxquelles, il faut ajouter 1,8 M€ correspondant au transfert des travaux routiers réalisés en régie soit un total de 80,3 M€, sensiblement identique au montant 2015 (80,6 M€).

L'épargne brute de 41,1 M€ a permis de financer 51,18 % de ces dépenses d'investissement (dette comprise) contre 42,43 % en 2015.

Après amortissement de la dette, l'épargne nette (23,3 M€) a financé 36,69% de nos dépenses d'investissement hors emprunt contre 28,06 % en 2015

Les recettes et dépenses de la section d'investissement sont récapitulées par domaine d'intervention dans le tableau ci-dessous.

DOMAINE D'ACTION	INVESTISSEMENT					
	DEPENSES			RECETTES		
	CA 2015	CA 2016	%	CA 2015	CA 2016	%
<i>Infrastructures et Transports</i>	18 275 608	22 501 060	23,1	2 327 973	381 306	-83,6
<i>Solidarité Départementale</i>	301 420	417 904	38,6	11 566	8 593	-25,7
<i>Education et Jeunesse</i>	17 350 197	12 501 370	27,9	136 013	221 976	63,2
<i>Attractivité du Territoire</i>	13 788 791	11 524 791	16,4	1 357 729	174 261	-87,2
<i>Culture Patrimoine Sports et Loisirs</i>	1 536 409	1 064 774	30,7	33 737	-	-100
<i>Moyens généraux</i>	29 386 673	30 481 419	3,7	54 656 375	52 779 623	-3,4
<b>Totaux</b>	<b>80 639 099</b>	<b>78 491 320</b>	<b>-2,7</b>	<b>58 523 392</b>	<b>53 565 759</b>	<b>-8,5</b>

#### **A. Des partenaires, acteurs du développement du territoire marnais (Recettes d'investissement) 53,57 M€**

A ce montant, il convient d'ajouter les produits de cessions à hauteur de 1,40 M€. Les recettes d'investissement total sont donc de 54,97 M€

##### **1. Les principaux partenaires. (52,78 M€)**

Avec un montant de 14 M€ en 2016, contre 14,3 M€ en 2015, les principales recettes d'investissement (dotations de l'Etat, remboursement de prêts) ont diminué de 0,3 M€.

Concernant les autres recettes d'investissement (38,8 M€ contre 40,9 M€), les diminutions sont relatives à l'affectation du résultat des exercices antérieurs et la baisse du plafond de nos revolving mais compensées par l'augmentation de l'emprunt contracté pour faire face aux dépenses d'investissement.

##### **a. Dotations de l'Etat (11,35 M€)**

Les dotations versées par l'Etat ont augmenté de 0,2 M€ par rapport à 2015.

Elles sont composées de :

- FCTVA : 6,8 M€ (en légère hausse +0,3 M€)
- DDEC : 2,9 M€ (constante)
- DGE : 1 M€ (au lieu de 1,1 M€)
- Produit des amendes et des radars automatiques (0,7 M€) que nous consacrons au financement d'opérations de sécurisation réalisées par le Département ou par d'autres collectivités (constante)

**b. Remboursement des prêts accordés par la Collectivité (2,59 M€)**

Le remboursement des prêts accordés au titre de la solidarité, de l'attractivité du territoire a aussi baissé (-16,13 %), par rapport à 2015. En effet, cette recette est constituée essentiellement du remboursement des prêts consentis dans le cadre de la politique du logement, politique à laquelle nous avons mis un terme en 2012. Ainsi le nombre de prêts en cours de remboursement diminue régulièrement.

**c. Emprunt pour équilibrer les investissements (31,80 M€)**

L'emprunt réalisé, en 2016, a été de 26,4 M€ en augmentation par rapport à 2015 (+1,4 M€).

Les crédits revolving s'équilibrent en dépenses et en recettes à hauteur de 5,4 M€. Cette facilité de gestion s'amenuise d'année en année par un amortissement annuel du capital de près de 2 M€.

**d. Affectation du résultat des exercices antérieurs (7,02 M€)**

Le montant de 7 M€ représente en grande partie le résultat affecté à l'investissement au vu des restes à réaliser constatés à fin de l'exercice 2015 de 22,6 M€.

**2. Autres partenaires, acteurs (0,78 M€)**

La majorité des 0,8 M€ des autres recettes d'investissement sont directement liées à la réalisation de certains projets ou sont fléchées dans certains domaines d'action.

**a. Attractivité du territoire (0,18 M€)**

La Région a versé le solde de la subvention pour la création de la véloroute Vallée de la Marne de 0,1 M€.

Des recettes à hauteur de 0,08 M€ ont été perçues pour des remboursements de prêts par des collectivités dans le cadre du logement et de l'Entente Oise Aisne sur une programmation 2011.

**b. Education et Jeunesse (0,22 M€)**

Cette somme correspond :

- 0,1 M € à la participation de la Région dans le cadre du Fonds Régional Environnement Energie pour les chaufferies bois au gymnase du Collège de Dormans et au Collège de Vertus,
- 0,08 M€ au versement de 50 % de la convention de partenariat pour l'équipement numérique des collèges,
- 0,04 M€ à la tenue des marchés (révisions, retenues de garantie, décompte général définitif...)

**c. Infrastructures et Transports (0,38 M€)**

Cette recette correspond essentiellement au versement :

- 0,2 € pour le solde de la convention signée avec SNCF Réseau, en 2011, pour des travaux d'aménagement de cinq passages à niveau (Vauciennes, Blesmes, Saint Martin aux Champs, Breuil et Cuperly),
- 0,2 M€ au suivi des marchés (révisions, retenues de garantie, décompte général définitif...)

**B. Priorité à la qualité de vie (Dépenses d'investissement) 78,49 M€**

Globalement, le montant de nos dépenses d'investissement (hors remboursement de la dette) s'est élevé à 56,2 M€ en 2016, contre 57,20 M€ en 2015.

Pour être exhaustif, il convient de rajouter les travaux en régie effectués sur les routes départementales soit 1,8 M€.

**1. Infrastructures et Transports (22,50 M€)**

Ce domaine d'intervention regroupe la voirie départementale et nationale, le développement de la LGV sur le territoire et le Parc d'activité Paris-Vatry. Il a mobilisé 22,5 M€ en 2016 (18,3 M€ en 2015).

**a. Améliorer la sécurité pour sauver des vies (18,09M€)**

Afin de prévenir au mieux les accidents et de respecter les normes en vigueur, 17,2 M€ ont été investis sur nos routes départementales, soit une progression de 15,22 % par rapport à 2015.

Les autres montants (0,9 M€) correspondent à nos participations financières à la déviation de Chepy et l'échangeur de Cormontreuil.

Les dépenses d'investissement directes se répartissent par nature de la façon suivante:

Comptes 20,21 et 23	CA 2015	CA 2016	EVOLUTION 2016/2015 EN %
<b>Etudes et frais d'insertion</b>	136 685	243 059	77,8%
<b>Equipements des CIP</b>	451 897	82 177	-81,8%
<b>Enrobés</b>	4 890 299	4 946 739	1,2%
<b>Ouvrages d'art</b>	3 514 976	4 470 210	27,2%
<b>Traverses</b>	1 247 689	752 387	-39,7%
<b>Aménagements localisés</b>	612 258		-100%
<b>Réhabilitation</b>	1 323 271	5 527 435	317,7%
<b>Radars automatiques</b>	279 206	578 878	107,3%
<b>Itinéraires</b>	702 271		-100%
<b>Opération de sécurité</b>	1 432 799	244 429	-82,9%
<b>Signalisation</b>	372 289	391 462	5,2%
<b>Affaires foncières</b>		4 631	100%
<b>Totaux</b>	<b>14 963 640</b>	<b>17 241 407</b>	<b>15,2%</b>

L'année 2016 a été consacrée plus particulièrement aux travaux de réhabilitation : la RD 424 de la Neuville aux Larris à Ville en Tardenois (1,2 M€) et le reprofilage de la RD 1 de Marson à Coupeville (1 M€) et d'ouvrages d'art : la RD 3 – pénétrante de Châlons (1,7 M€).

#### **b. Soutenir des projets nationaux d'intérêt départemental (0,68 M€)**

Le Département poursuit sa participation à la réalisation de la 2<sup>ème</sup> phase de la LGV afin de rendre l'accès à notre Département plus aisé favorisant ainsi l'activité touristique et l'emploi.

#### **c. Développer les activités économiques et logistiques des Parcs d'activité Paris-Vatry (3,73 M€)**

La principale dépense (3 M€) est l'apport que le Département a effectué pour constituer le capital de l'EPIC à sa création, nouvelle structure pour gérer l'Aéroport Paris-Vatry.

Les autres dépenses (0,7 M€) sont constituées de terres de compensation, de travaux de voirie, de clôtures, de plantations et de signalisation.

## 2. Attractivité du territoire (11,53 M€)

Ce domaine d'action regroupe essentiellement l'équipement des communes et EPCI, le développement local et durable et le tourisme.

### a. Participer à l'aménagement des communes (8,18 M€)

Notre partenariat avec les collectivités se traduit par l'octroi de subventions.

En 2016, le montant des subventions versées s'est élevé à 8,2 M€, contre 10,5 M€ en 2015.

Le montant constaté à chaque compte administratif, pour cette politique, dépend des demandes de versement adressées par les collectivités bénéficiaires de subvention.

Les subventions sont présentées ci-dessous par domaines d'actions :

Domaines d'action	CA 2015	CA 2016	EVOLUTION 2016/2015 EN %
<b>Solidarité départementale</b>	423 215	39 401	-90,7%
<b>Attractivité du territoire</b>	5 803 974	5 822 744	0,3%
<b>Infrastructures et Transports</b>	1 004 502	491 859	-51%
<b>Culture, Sports et Loisirs</b>	3 235 878	1 824 571	-43,6%
<b>Totaux</b>	<b>10 467 569</b>	<b>8 178 575</b>	<b>-21,9%</b>

### a. Devenir un territoire connecté et durable (0,70 M€)

Il s'est agi de :

- Maintenir les services dans le milieu rural (0,2 M€): usines et bâtiments relais, modernisation de l'élevage, aménagement de lotissement, artisanat
- Préserver l'équilibre des territoires (0,4 M€) : aménagement numérique dont la maîtrise d'ouvrage a été confié au Syndicat intercommunal d'énergie de la Marne, développement du fret capillaire,
- Développer le partenariat avec le contrat de Redynamisation du Site de Défense de Châlons : création d'un plateau de formation consacré aux métiers aéroportuaires (0,05 M€)
- Participer à des expérimentations sur des systèmes de cultures innovantes (0,06 M€) : Chambre d'Agriculture Champagne Ardenne

### b. Préserver la biodiversité, des milieux et des ressources (1,12 M€)

Afin de sauvegarder et mettre en valeur les richesses de notre territoire, le Département s'associe à des initiatives proposées par des partenaires :

- Les opérations de restauration des cours d'eau (0,9 M€): Entente Marne et Entente Oise Aisne.

- Les Espaces naturels et la biodiversité (0,2 M€): Conservatoire d'Espaces Naturels de Champagne Ardenne, le Syndicat du Lac du Der et le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims
- Le patrimoine forestier (0,02 M€): Centre National de la Propriété Forestière,

**c. Développer un réseau des voies de circulation douce dans la Marne (1,14 M€)**

L'assemblée départementale a souhaité réaliser un vaste programme de véloroute et d'y affecter, les recettes provenant de la taxe d'aménagement, les premiers travaux ont débuté en 2013.

Pour 2016, les dépenses d'investissement pour la création de la véloroute de la Vallée de la Marne se répartissent de la façon suivante :

Comptes 20,21 et 23	CA 2015	CA 2016	EVOLUTION 2016/2015 EN %
<b>Etudes et frais d'insertion</b>	74 213	132 193	78,1%
<b>Achat de terrains</b>	6 443	3 082	-52,2%
<b>Travaux</b>	1 630 528	1 006 057	-38,3%
<b>Totaux</b>	<b>1 711 184</b>	<b>1 141 332</b>	<b>-33,3%</b>

**d. Développer l'aménagement touristique (0,41 M€)**

Cette politique regroupe essentiellement l'hébergement touristique et la valorisation du tourisme local.

Le subventionnement de l'hébergement touristique (0,2 M€) vise à développer sur notre territoire une offre de qualité et concerne :

- la création de gîtes,
- la création de chambres d'hôtel,
- les travaux d'aménagement de camping.

De plus, notre collectivité soutient des structures à vocation touristique afin de valoriser le tourisme local (0,2 M€) comme le Syndicat du Lac du Der et le Parc Naturel Régional de la Montagne de Reims

**3. Education et Jeunesse (12,50 M€)**

Ces dépenses correspondent essentiellement à notre compétence sur l'enseignement secondaire afin d'offrir des structures adaptées à l'éducation des enfants.

Avec 12,5 M€, celles-ci ont diminuées de 4,8 M€ car certaines opérations sont en cours d'achèvement alors que d'autres viennent d'être uniquement lancées.

Le tableau ci-dessous retrace les principales opérations sur les collèges pour l'année 2016 :

OPERATIONS	CA 2015	CA 2016	EVOLUTION 2016/2015 EN %
COLLEGE EUSTACHE DESCHAMPS VERTUS	4 263 958	140 429	-96,7%
TRAVAUX GROSSE MAINTENANCE	2 043 553	1 275 929	-37,6%
TRAVAUX D'AMELIORATION	1 184 290	1 223 775	3,3%
EXTENSION REHABILITATION GYMNASE Y. LUNDY AY	843 724	202 191	-76%
TRAVAUX URGENTS	778 053	582 042	-25,2%
COLLEGE UNIVERSITE REIMS	356 842	784 390	119,8%
COLLEGE LOUIS PASTEUR SERMAIZE LES BAINS	4 512 147	5 215 778	15,6%
COLLEGE PONTFAVERGER	127 898	891 779	597,3%
EQUIPEMENT DES COLLEGES	1 436 158	480 610	-66,5%
SUBVENTION COLLEGES PRIVES CONVENTIONNES	1 213 897	1 087 231	-10,4%
REHABILITATION DU GYMNASE DU COLLEGE DE FAGNIERES	-	87 251	100%
<b>Totaux</b>	<b>16 760 520</b>	<b>11 971 405</b>	<b>-40%</b>

#### **4. Culture, Sports et Loisirs (1,06 M€)**

##### **a. Soutenir les associations culturelles et sportives (0,86 M€)**

Afin de développer le sport pour tous, le Département apporte son soutien à des associations au niveau des équipements sportifs et du transport (0,2 M€).

0,7 M€ ont été consacrés à la politique culturelle, dont 0,6 M€ pour le solde des travaux d'extension du Centre National des Arts du Cirque (CNAC). Le reste finance notre soutien aux associations par des subventions destinées à l'acquisition d'instruments afin de développer la pratique de la musique.

##### **b. Animer un réseau de bibliothèques pour promouvoir et développer la lecture publique et enrichir les collections des archives Départementales (0,22 M€)**

La BDP a continué à élargir son fonds documentaire pour 0,1 M€ par l'achat de livres papier et numériques afin de développer la lecture publique en milieu rural et alimenter le réseau des bibliothèques.

Les Archives Départementales de la Marne ont enrichi leur fond documentaire d'ouvrages anciens, pour 0,06 M€ et continué à numériser certains documents dans le cadre de la dématérialisation des archives (0,05M€).

## **5. Solidarité départementale (0,42 M€)**

### **a. Réhabiliter les structures d'accueil des enfants confiés (0,1 M€)**

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de l'enfance, le Département a contracté en 2011 un bail emphytéotique afin de permettre la reconstruction de la maison d'enfants à caractère social « Yvon Morandat ». Nous remboursons notre dette chaque année à Plurial Novilia (0,1 M€) afin de devenir propriétaire à terme de ce bien.

### **b. Offrir des lieux d'accueil de la petite enfance de qualité (0,1 M€)**

Par ailleurs, notre collectivité accorde des subventions pour la construction et le premier équipement des crèches, dans le cadre de la politique de la protection maternelle et infantile (0,1 M€) : Crèche Henry Vasnier, Crèche Chemin Vert à Reims et le Jardin des Galipes à Pierry.

### **c. Soutenir le maintien à domicile de nos séniors (0,2 M€)**

Plusieurs projets ont été financés comme la mise en place du tiers payant et la télégestion dans le cadre de la modernisation de l'aide à domicile.

De plus, une subvention a été versée à Comal Soliha 51 pour un appartement témoin et la création d'un centre de ressources logement pour les séniors (0,1 M€) conformément à notre schéma départemental.

## **6. Moyens Généraux (30,48 M€)**

Ce domaine regroupe l'ensemble des besoins d'équipement de la collectivité pour mener à bien ses missions. Ces dépenses 2016 sont en hausse de 3,73 % par rapport à 2015.

### **a. Rembourser la dette départementale (24,79 M€)**

Le remboursement de la dette est constitué :

- de l'amortissement de la dette pour 17,7 M€, au 31/12/2016 le capital restant dû s'élève à 175,6 M€ (montant correspondant au budget principal et au budget annexe),
- du remboursement du crédit revolving (5,4 M€) qui s'équilibre en dépense et en recette,
- du versement de la subvention d'équilibre des budgets annexes : 1,7 M€.

### **b. Equiper les services (5,69 M€)**

Ce chapitre comprend les dépenses de construction ou réhabilitation des locaux départementaux ainsi que l'équipement.

Le tableau ci-dessous regroupe par type de bâtiments les dépenses réalisées :

<b>TYPE DE BATIMENT</b>	<b>CA 2015</b>	<b>CA 2016</b>	<b>EVOLUTION 2016/2015 EN %</b>
Administratifs	188 909	207 816	10%
Sociaux	515 464	1 923 313	273,1%
Culturels	131 693	85 073	-35,4%
Gendarmeries	84 409	263 215	211,8%
Techniques	668 446	1 060 254	58,6%
<b>Totaux</b>	<b>1 588 921</b>	<b>3 539 671</b>	<b>122,8%</b>

L'augmentation est due essentiellement à deux opérations : la Restructuration de la CSD Ste Ménéhould et l'achat de la CIP Nord.

De plus, des investissements à hauteur de 2,2 M€ ont été consacrés à l'équipement des services en matériel, outillage, mobilier, informatique, véhicules.

Afin de maîtriser la dépense, les besoins sont recensés en fin d'année n-1 dans le but de donner des priorités d'achat sur chaque catégorie.

\*  
\* \*

La présentation de l'exécution du budget 2016 met de nouveau en exergue la place centrale du Département de la Marne pour la réalisation effective de la solidarité des hommes et de la solidarité des territoires, tout en maintenant une gestion rigoureuse et responsable.

Si nous voulons maintenir notre rôle de collectivité péréquatrice, il nous faudra, poursuivre encore notre politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement et adapter notre plan pluriannuel d'investissement à notre capacité financière afin de faire face à la progression des dépenses sociales, insuffisamment compensées et la poursuite prévisible de la diminution des dotations de l'Etat.

Je vous remercie de bien vouloir délibérer sur ces résultats du compte administratif 2016.

Vous trouverez joints en annexe des tableaux retraçant l'ensemble des écritures (réelles et d'ordre) sur les budgets général et annexes, ainsi que la présentation synthétique des comptes administratifs des ZAC1, ZAC 2 et ZAC 3.

Le Président du Conseil départemental,

**Signé**

**René-Paul SAVARY**  
Sénateur de la Marne

## Les budgets annexes

### 1. Le budget annexe du Foyer Départemental de l'Enfance

Un rapport spécifique présenté à cette session détaille le compte administratif 2016 du Foyer de l'Enfance.

### 2. Les budgets annexes de la plateforme Paris-Vatry

#### 2.1- ZAC N° 1

Le résumé des écritures passées en 2016 sur ce budget se présente ainsi :

DEPENSES			RECETTES		
335	Constatation du stock final	3 028 434	335	Sortie du stock initial	3 028 434
<b>Total section investissement</b>		<b>3 028 434</b>	<b>Total section investissement</b>		<b>3 028 434</b>
7133	Reprise du stock initial	3 028 434	7133	Constatation du stock final	3 028 434
<b>Total section fonctionnement</b>		<b>3 028 434</b>	<b>Total section fonctionnement</b>		<b>3 028 434</b>

Aucune dépense ni recette réelle n'a été passée en 2016 sur la ZAC N° 1

**2.2 - ZAC N° 2**

Le résumé des écritures passées en 2016 sur ce budget se présente ainsi :

DEPENSES			RECETTES		
1641	Remboursement emprunt	1 245 344	16873	Prêt budget général (équilibre 2015)	1 683 814
335	Constatation du stock final	12 457 787	335	Sortie du stock initial	11 881 206
355	Constatation du stock final	180 000	355	Sortie du stock initial	180 000
D001	Solde exécution reporté n-1	1 224 723			
<b>Total section investissement</b>		<b>15 107 854</b>	<b>Total section investissement</b>		<b>13 745 020</b>
66111	Intérêts	124 959			
66112	ICNE	-7 469			
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	324 505			
7133	Reprise du stock initial	11 881 206	7133	Constatation du stock final	12 457 787
7135	Reprise du stock initial	180 000	7135	Constatation du stock final	180 000
D002	Résultat reporté n-1	134 586			
6188	Frais divers	576 580	796	Transfert de charges	576 580
<b>Total section fonctionnement</b>		<b>13 214 367</b>	<b>Total section fonctionnement</b>		<b>13 214 367</b>

Les restes à réaliser pour le budget annexe de la ZAC N° 2 s'établissent de la manière suivante :

SECTION	DEPENSES			RECETTES		
<b>Investissement</b>				16873	Prêt budget général	1 362 834
<b>Total section investissement</b>						<b>1 362 834</b>

**2.3 - ZAC N° 3**

Le résumé des écritures passées en 2016 sur ce budget se présente ainsi :

DEPENSES			RECETTES		
335	Constatation du stock final	6 149 096	335	Sortie du stock initial	6 149 096
<b>Total section investissement</b>		<b>6 149 096</b>	<b>Total section investissement</b>		<b>6 149 096</b>
7133	Reprise du stock initial	6 149 096	7133	Constatation du stock final	6 149 096
<b>Total section fonctionnement</b>		<b>6 149 096</b>	<b>Total section fonctionnement</b>		<b>6 149 096</b>

Les restes à réaliser pour le budget annexe de la ZAC N° 3 s'établissent de la manière suivante :

SECTION	DEPENSES			RECETTES		
<b>Fonctionnement</b>	601	Achat de terrains	200 000			
<b>Total section fonctionnement</b>			<b>200 000</b>			

Au total, le budget général devra donc verser une subvention d'équilibre aux différents budgets annexes des ZAC de Vatry de 1,36 M€ en investissement.

<b>II - PRESENTATION GENERALE</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - INVESTISSEMENT</b>	<b>A2</b>

**SECTION D'INVESTISSEMENT - REALISATIONS**

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion		5 352,92
018	Revenu de solidarité active	50 000,00	31 432,46
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		5 002 681,92
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		26 380 559,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)	2 149 373,53	5 075,09
204	Subventions d'équipement versées (9)	13 971 841,06	13 338,61
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)	8 879 542,41	610,26
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)		
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)	25 403 564,16	253 013,18
<b>Total des réalisations d'équipement</b>		<b>50 454 321,16</b>	<b>31 692 063,44</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)	3 000 000,00	6 798 744,69
13	Subventions d'investissement (6) (9)	9 855,19	
16	Emprunts et dettes assimilées	23 219 214,33	5 425 862,75
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)		
26	Participat° et créances rattachées	15,50	
27	Autres immobilisations financières (9)	1 803 827,96	2 628 192,85
<b>Total des réalisations financières</b>		<b>28 032 912,98</b>	<b>14 852 800,29</b>
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)	4 085,62	
<b>Total des réalisations réelles en investissement</b>		<b>I 78 491 319,76</b>	<b>II 46 544 863,73</b>
040	Opérations ordre transfert entre sections (1)	10 748 090,31	44 920 992,13
041	Opérations patrimoniales (1)	4 000 000,00	4 000 000,00
<b>Total des réalisations d'ordre en investissement</b>		<b>III 14 748 090,31</b>	<b>IV 48 920 992,13</b>

**TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE**

<b>TOTAL</b>	<b>I+III</b>	<b>93 239 410,07</b>	<b>II+IV</b>	<b>95 465 855,86</b>
--------------	--------------	----------------------	--------------	----------------------

**RESULTATS ANTERIEURS**

<b>001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté</b>	<b>V</b>	<b>VI</b>	<b>9 036 603,57</b>
<b>1068 Excédents de fonctionnement capitalisés</b>		<b>VII</b>	<b>7 020 895,04</b>

**TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V</b>	<b>93 239 410,07</b>	<b>II+IV+VI+VII</b>	<b>111 523 354,47</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (8)</b>				<b>18 283 944,40</b>

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) En recettes sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - FONCTIONNEMENT</b>	<b>A3</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS**  
**(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)**

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (2)	39 289 658,00	70 Produits services, domaine et ventes div	3 466 699,21
012 Charges de personnel et frais assimilés (2)	85 285 334,70	73 Impôts et taxes (sauf 731)	152 864 508,09
		731 Impositions directes	171 172 866,00
		74 Dotations, subventions et participations (2)	79 530 647,39
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (2)	158 026 862,93	75 Autres produits de gestion courante (2)	16 817 304,15
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	7 642 005,83	013 Atténuation de charges	1 212 869,85
015 Revenu minimum d'insertion	43 623,13	015 Revenu minimum d'insertion	14 189,28
016 Allocation personnalisée d'autonomie	35 658 129,26	016 Allocation personnalisée d'autonomie	16 026 208,68
017 Revenu de solidarité active	85 957 689,47	017 Revenu de solidarité active	14 253 752,56
Total dépenses de gestion des services	411 903 303,32	Total recettes de gestion des services	455 359 045,21
66 Charges financières	4 973 558,30	76 Produits financiers	5 718,22
67 Charges exceptionnelles (2)	296 875,08	77 Produits exceptionnels (2)	2 469 218,63
68 Dotations aux provisions (2)	0,00	78 Reprises sur provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
<b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>	<b>I 417 173 736,70</b>	<b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>	<b>II 457 833 982,06</b>

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	44 920 992,13	042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	10 748 090,31
043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	0,00	043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>III 44 920 992,13</b>	<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>IV 10 748 090,31</b>

<b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>I+III 462 094 728,83</b>	<b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>II+IV 468 582 072,37</b>
-------------------------------------	-----------------------------	-------------------------------------	-----------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI 26 072 760,39

<b>TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>I+III+V 462 094 728,83</b>	<b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>II+IV+VI 494 654 832,76</b>
---	-------------------------------	---	--------------------------------

<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (1)</b>	<b>32 560 103,93</b>
--	----------------------

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

<b>II - PRESENTATION GENERALE</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - INVESTISSEMENT</b>	<b>A2</b>

### SECTION D'INVESTISSEMENT - REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion		
018	Revenu de solidarité active		
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)		
204	Subventions d'équipement versées (9)		
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)		
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)		
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)		
<b>Total des réalisations d'équipement</b>			
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)		
13	Subventions d'investissement (6) (9)		
16	Emprunts et dettes assimilées		
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)		
26	Participat° et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières (9)		
<b>Total des réalisations financières</b>			
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)		
<b>Total des réalisations réelles en investissement</b>		<b>I</b>	<b>II</b>
040	Opérations ordre transfert entre sections (1)	3 028 434,16	3 028 434,16
041	Opérations patrimoniales (1)		
<b>Total des réalisations d'ordre en investissement</b>		<b>III</b>	<b>IV</b>
		3 028 434,16	3 028 434,16

#### TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

<b>TOTAL</b>	<b>I+III</b>	<b>3 028 434,16</b>	<b>II+IV</b>	<b>3 028 434,16</b>
--------------	--------------	---------------------	--------------	---------------------

#### RESULTATS ANTERIEURS

<b>001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté</b>	<b>V</b>	<b>VI</b>
<b>1068 Excédents de fonctionnement capitalisés</b>	<b>VII</b>	

#### TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V</b>	<b>3 028 434,16</b>	<b>II+IV+VI+VII</b>	<b>3 028 434,16</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (8)</b>				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) En recettes sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - FONCTIONNEMENT</b>	<b>A3</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS**  
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (2)	0,00	70 Produits services, domaine et ventes div	0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (2)	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations (2)	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante (2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuation de charges	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	0,00	Total recettes de gestion des services	0,00
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles (2)	0,00	77 Produits exceptionnels (2)	0,00
68 Dotations aux provisions (2)	0,00	78 Reprises sur provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
<b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>	<b>I 0,00</b>	<b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>	<b>II 0,00</b>

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	3 028 434,16	042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	3 028 434,16
043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	0,00	043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>III 3 028 434,16</b>	<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>IV 3 028 434,16</b>

<b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>I+III 3 028 434,16</b>	<b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>II+IV 3 028 434,16</b>
-------------------------------------	---------------------------	-------------------------------------	---------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI

<b>TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>I+III+V 3 028 434,16</b>	<b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>II+IV+VI 3 028 434,16</b>
---	-----------------------------	---	------------------------------

<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (1)</b>	
--	--

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

<b>II - PRESENTATION GENERALE</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - INVESTISSEMENT</b>	<b>A2</b>

### SECTION D'INVESTISSEMENT - REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion		
018	Revenu de solidarité active		
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		1 683 813,63
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)		
204	Subventions d'équipement versées (9)		
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)		
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)		
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)		
<b>Total des réalisations d'équipement</b>			<b>1 683 813,63</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)		
13	Subventions d'investissement (6) (9)		
16	Emprunts et dettes assimilées	1 245 344,36	
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)		
26	Participat° et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières (9)		
<b>Total des réalisations financières</b>		<b>1 245 344,36</b>	
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)		
<b>Total des réalisations réelles en investissement</b>		<b>I 1 245 344,36</b>	<b>II 1 683 813,63</b>
040	Opérations ordre transfert entre sections (1)	12 637 786,99	12 061 206,62
041	Opérations patrimoniales (1)		
<b>Total des réalisations d'ordre en investissement</b>		<b>III 12 637 786,99</b>	<b>IV 12 061 206,62</b>

#### TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

<b>TOTAL</b>	<b>I+III</b>	<b>13 883 131,35</b>	<b>II+IV</b>	<b>13 745 020,25</b>
--------------	--------------	----------------------	--------------	----------------------

#### RESULTATS ANTERIEURS

<b>001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté</b>	<b>V</b>	<b>1 224 723,23</b>	<b>VI</b>	
<b>1068 Excédents de fonctionnement capitalisés</b>			<b>VII</b>	

#### TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V</b>	<b>15 107 854,58</b>	<b>II+IV+VI+VII</b>	<b>13 745 020,25</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (8)</b>				<b>-1 362 834,33</b>

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) En recettes sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - FONCTIONNEMENT</b>	<b>A3</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS**  
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (2)	0,00	70 Produits services, domaine et ventes div	0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (2)	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations (2)	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante (2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuation de charges	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	0,00	Total recettes de gestion des services	0,00
66 Charges financières	117 489,97	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles (2)	324 504,59	77 Produits exceptionnels (2)	0,00
68 Dotations aux provisions (2)	0,00	78 Reprises sur provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
<b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>	<b>I 441 994,56</b>	<b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>	<b>II 0,00</b>

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	12 061 206,62	042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	12 637 786,99
043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	576 580,37	043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	576 580,37
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>III 12 637 786,99</b>	<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>IV 13 214 367,36</b>

<b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>I+III 13 079 781,55</b>	<b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>II+IV 13 214 367,36</b>
-------------------------------------	----------------------------	-------------------------------------	----------------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V 134 585,81	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI

<b>TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>I+III+V 13 214 367,36</b>	<b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>II+IV+VI 13 214 367,36</b>
---	------------------------------	---	-------------------------------

<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (1)</b>	
--	--

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

<b>II - PRESENTATION GENERALE</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - INVESTISSEMENT</b>	<b>A2</b>

### SECTION D'INVESTISSEMENT - REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
010	Revenu minimum d'insertion		
018	Revenu de solidarité active		
13	Subventions d'investissement (sauf 138)		
16	Emprunts et dettes assimilées (5)		
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris programmes) (9)		
204	Subventions d'équipement versées (9)		
21	Immobilisations corporelles (y compris programmes) (9)		
22	Immobilisations reçues en affectation (2) (y compris programmes) (9)		
23	Immobilisations en cours (y compris programmes) (9)		
<b>Total des réalisations d'équipement</b>			
10	Dotations, fonds divers et réserves (7)		
13	Subventions d'investissement (6) (9)		
16	Emprunts et dettes assimilées		
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)		
26	Participat° et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières (9)		
<b>Total des réalisations financières</b>			
45...	Total des opé. pour compte de tiers (4)		
<b>Total des réalisations réelles en investissement</b>		<b>I</b>	<b>II</b>
040	Opérations ordre transfert entre sections (1)	6 149 095,85	6 149 095,85
041	Opérations patrimoniales (1)		
<b>Total des réalisations d'ordre en investissement</b>		<b>III</b>	<b>IV</b>
		6 149 095,85	6 149 095,85

#### TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

<b>TOTAL</b>	<b>I+III</b>	<b>6 149 095,85</b>	<b>II+IV</b>	<b>6 149 095,85</b>
--------------	--------------	---------------------	--------------	---------------------

#### RESULTATS ANTERIEURS

<b>001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté</b>	<b>V</b>	<b>VI</b>
<b>1068 Excédents de fonctionnement capitalisés</b>	<b>VII</b>	

#### TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

<b>TOTAL DE LA SECTION</b>	<b>I+III+V</b>	<b>6 149 095,85</b>	<b>II+IV+VI+VII</b>	<b>6 149 095,85</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (8)</b>				

(1) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(2) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(3) A servir uniquement lorsque le département effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(4) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en III-A5).

(5) En recettes sauf 165, 166 et 16449.

(6) En recettes, détail du 138.

(7) En recettes, sauf 1068.

(8) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(9) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 010 et 018.

<b>II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET</b>	<b>II</b>
<b>EQUILIBRE FINANCIER - FONCTIONNEMENT</b>	<b>A3</b>

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - REALISATIONS**  
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
<b>OPERATIONS REELLES ET MIXTES</b>			
011 Charges à caractère général (2)	0,00	70 Produits services, domaine et ventes div	0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (2)	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
		731 Impositions directes	0,00
		74 Dotations, subventions et participations (2)	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (2)	0,00	75 Autres produits de gestion courante (2)	0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	0,00	013 Atténuation de charges	0,00
015 Revenu minimum d'insertion	0,00	015 Revenu minimum d'insertion	0,00
016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00	016 Allocation personnalisée d'autonomie	0,00
017 Revenu de solidarité active	0,00	017 Revenu de solidarité active	0,00
Total dépenses de gestion des services	0,00	Total recettes de gestion des services	0,00
66 Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67 Charges exceptionnelles (2)	0,00	77 Produits exceptionnels (2)	0,00
68 Dotations aux provisions (2)	0,00	78 Reprises sur provisions (2)	0,00
022 Dépenses imprévues	0,00		
<b>TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES</b>	<b>I 0,00</b>	<b>TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES</b>	<b>II 0,00</b>

<b>OPERATIONS D'ORDRE (2)</b>			
042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	6 149 095,85	042 Opé. d'ordre de transfert entre sections (3)	6 149 095,85
043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	0,00	043 Opé. d'ordre à l'intérieur de la section de fonction	0,00
<b>TOTAL DEPENSES D'ORDRE</b>	<b>III 6 149 095,85</b>	<b>TOTAL RECETTES D'ORDRE</b>	<b>IV 6 149 095,85</b>

<b>TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE</b>	<b>I+III 6 149 095,85</b>	<b>TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE</b>	<b>II+IV 6 149 095,85</b>
-------------------------------------	---------------------------	-------------------------------------	---------------------------

<b>RESULTAT REPORTE DE N-1</b>			
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI

<b>TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>I+III+V 6 149 095,85</b>	<b>TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>II+IV+VI 6 149 095,85</b>
---	-----------------------------	---	------------------------------

<b>SOLDE D'EXECUTION (recettes - dépenses) (1)</b>	
--	--

(1) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(2) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 015, 016 et 017.

**RECAPITULATION GENERALE**

**A. BUDGET GENERAL**

1 - DETERMINATION DU RESULTAT COMPTABLE 2016

COMPTES DE CHARGES		COMPTES DE PRODUITS	
1 - Total des charges.....	6 139 471,63	1 - Total des Produits.....	6 277 069,54
2 - Excédent comptable.....	137 597,91	2 - Déficit comptable.....	0,00
<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>6 277 069,54</b>	<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>6 277 069,54</b>

2 - DETERMINATION DU SOLDE A AFFECTER

1 - Total des charges exercice N :	6 139 471,63	1 - Total des produits exercice N :	6 277 069,54
2 - Déficit N-2 incorporé sur N :	87 958,76	2 - Reprise sur excédent 2015 au BS1 2016 :	74 889,38
		2 - Reprise excédent DNA 2015 au BS1 de 2016 :	5 844,64
3 - Total des Charges corrigées (1+2) :	6 227 430,39	3 - Total des produits corrigés (1+2)	6 357 803,56
4 - SOLDE EXCEDENTAIRE à reporter	130 373,17	4 - SOLDE DEFICITAIRE à reporter	
<b>TOTAUX EQUILIBRES (3+4)</b>	<b>6 357 803,56</b>	<b>TOTAUX EQUILIBRES (3+4)</b>	<b>6 357 803,56</b>

**RECAPITULATION GENERALE**

**B. BUDGETS ANNEXES FACULTATIFS**

**BUDGET ANNEXE : FOYER DE VIE COGNACQ JAY**

**Lettre Mnémotechnique : P**

1 - DETERMINATION DU RESULTAT COMPTABLE 2016

COMPTES DE CHARGES		COMPTES DE PRODUITS	
1 - Total des charges.....	487 994,92	1 - Total des Produits.....	510 018,94
2 - Excédent comptable.....	22 024,02	2 - Déficit comptable.....	0,00
<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>510 018,94</b>	<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>510 018,94</b>

2 - DETERMINATION DU SOLDE A AFFECTER EN 2017

1 - Total des charges exercice N :	487 994,92	1 - Total des produits exercice N :	510 018,94
2 - Déficit N-2 incorporé sur N :		2 - Excédent N-1 incorporé sur N :	6 101,89
3 - Total des Charges corrigées (1+2) :	487 994,92	3 - Total des produits corrigés (1+2)	516 120,83
4 - SOLDE EXCEDENTAIRE à reporter	28 125,91	4 - SOLDE DEFICITAIRE à reporter	
<b>TOTAUX EQUILIBRES (3+4)</b>	<b>516 120,83</b>	<b>TOTAUX EQUILIBRES (3+4)</b>	<b>516 120,83</b>

**RECAPITULATION GENERALE**

**C. BUDGETS ANNEXES OBLIGATOIRES**

**BUDGET ANNEXE : DOTATION NON AFFECTEE**

**Lettre Mnémotechnique : A**

1 - DETERMINATION DU RESULTAT COMPTABLE 2016

COMPTES DE CHARGES		COMPTES DE PRODUITS	
1 - Total des charges.....	1 142,95	1 - Total des Produits.....	6 076,08
2 - Excédent comptable.....	4 933,13	2 - Déficit comptable.....	0,00
<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>6 076,08</b>	<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>6 076,08</b>

2 - DETERMINATION DU SOLDE A AFFECTER EN 2017

1 - Total des charges exercice N :	1 142,95	1 - Total des produits exercice N :	6 076,08
2 - Déficit incorporé sur N :	0,00	2 - Excédent incorporé sur N* :	
3 - Total des charges corrigées (1+2) :	1 142,95	3 - Total Produits corrigés (1+2) :	6 076,08
4 - SOLDE EXCEDENTAIRE	4 933,13	4 - SOLDE DEFICITAIRE	
<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>6 076,08</b>	<b>TOTAUX EQUILIBRES (1+2)</b>	<b>6 076,08</b>

\* Sauf budget annexe D.N.A.

**RECAPITULATION GENERALE**

**C. BUDGETS ANNEXES OBLIGATOIRES**

3 - AFFECTATION DES RESULTATS

NATURE DES BUDGETS	SOLDE A AFFECTER		INCORPORATION AU BUDGET N + 1	AFFECTATION AU COMPTE 10682
	EXCEDENTAIRE	DEFICITAIRE		
Dotation non affectée .....	4 933,13		4 933,13	
Long séjour.....				
Institutions sociales et médico-sociales :				
S.M.U.R.				
Centres et Postes de transfusion sanguine :				
Centres régionaux d'informatique hospitalière				

RECAPITULATION GENERALE

**D. SECTION D'INVESTISSEMENT**

INTITULES	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT (1)	OPERATIONS DE L'EXERCICE			SOLDE A REPORTER (1 + 2)
		MANDATS EMIS NET CONSTATE	TITRES EMIS NET CONSTATE	DEFICIT / EXCEDENT	
Classe 1 et 2		736 649,61	776 210,15	39 560,54	
BUDGET					
Compte 48					
GENERAL					
Compte 49-59					
Classe 3					
D.N.A.					
Classe 3					
C.A.T.					
Classe 3					
<b>TOTAL CONSOLIDE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT :</b>	<b>652 949,46</b>	<b>736 649,61</b>	<b>776 210,15</b>	<b>0,00</b>	<b>39 560,54</b>
					<b>692 510,00</b>